

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 4 juin 2015

Direction des finances

33 2014.RRGR.866 Motion 155-2014 Schnegg (Champoz, UDC) Créer une marge de manœuvre financière pour le canton de Berne

N° de l'intervention: 155-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 29.08.2014
Déposée par: Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 1
N° d'ACE: 115/2015 du 4 février 2015
Direction: FIN

Créer une marge de manœuvre financière pour le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures permettant de réduire le personnel de l'administration du canton de Berne d'au moins 10 pour cent par rapport à la situation 2013, à savoir de supprimer 800 EPT (Equivalent Plein Temps) par rapport au total de 2013, 17 917 EPT, (- Université et Hautes écoles, 5 942.9 EPT), (- Psychiatrie [en cours d'autonomisation], 1 768 EPT), (- Police cantonale, env. 2 300 EPT) = Base 7 900 EPT, et ce pour le 31 décembre 2016.

La suppression de 800 EPT dans les effectifs du personnel cantonal (Kantonspersonal), sans toucher aux effectifs du personnel enseignant (Lehrkräfte), au personnel de l'Université, des hautes écoles, de la psychiatrie (en cours d'autonomisation) et de la Police cantonale. Cette réduction permettra de générer des économies pour un montant annuel d'environ 80 millions de francs.

Développement :

Le nombre EPT du personnel cantonal est passé de 13 342 EPT en 2004 à 17 917 EPT en 2013, soit 4 575 nouveaux postes de travail à plein temps. Ce qui représente une dépense annuelle d'environ 460 millions de francs au tarif moyen annuel d'un EPT du canton de Berne, à savoir 100 411 de francs.¹

Il faut également relever que durant cette même période, de nombreuses modifications ont été mises en œuvre pour réduire la charge administrative cantonale. Je me permets de n'en citer que quelques-unes, à savoir :

- Réduction du nombre de préfectures.
- Réduction du nombre de communes.
- Autonomisation (dans des sociétés anonymes) de certains services cantonaux (par exemple hôpitaux, prochainement psychiatrie).
- Déclaration fiscale par internet.
- Développement des outils informatiques et d'internet.

Malgré cela, le personnel cantonal a connu une croissance de 34.29 pour cent.

Il est donc urgent de prendre des mesures rapidement pour pouvoir donner à notre canton une marge de manœuvre financière pour faire face aux nombreux défis qui l'attendent et stopper cette « inflation administrative ».

Les mesures EOS se sont particulièrement concentrées sur les prestations offertes par le canton en ménageant particulièrement l'administration cantonale. Il semble donc opportun de prendre maintenant des mesures dans les services de l'administration cantonale.

Avec le développement des technologies de l'information, mais également avec les mesures déjà prises ou encore à prendre (par exemple autonomisation de la psychiatrie), l'administration cantonale doit pouvoir faire face à une telle réduction de son personnel sans remettre en cause fondamentalement son organisation ni les prestations offertes.

Réponse du Conseil-exécutif

Ces deux dernières années, le Conseil-exécutif et le Grand Conseil ont déjà pris position sur plusieurs interventions qui exigeaient une réduction linéaire des postes¹. Ces interventions avaient pour but de réduire les effectifs du personnel pour des raisons financières et visaient principalement des suppressions de postes de l'administration centrale.

Le Conseil-exécutif et le Grand Conseil se sont tous deux opposés par le passé à une réduction linéaire des postes (sauf dans le cas de la motion 231-2012 Knutti [Weissenburg, UDC] « Suppression de postes dans toutes les Directions », que le Grand Conseil a adoptée sous forme de postulat).

Concernant l'exigence d'une réduction linéaire des postes, le Conseil-exécutif a toujours souligné que pour lui, la question à laquelle il s'agit de répondre en priorité au moment de définir des mesures d'allègement, c'est celle de savoir quelles tâches et quelles prestations l'Etat doit encore fournir à l'avenir, et dans quelle ampleur. La réponse à cette question a également été au cœur des travaux d'élaboration des mesures d'allègement dans le cadre de l'examen des offres et des structures EOS 2014.

Aussi le Conseil-exécutif estime-t-il que le renversement de la méthode demandé dans la présente intervention (d'abord supprimer des postes puis, dans un deuxième temps, décider des tâches ou prestations publiques qui pourront encore être accomplies ou offertes par le personnel restant) reste inappropriée. Le Grand Conseil et le Conseil-exécutif devront continuer de désigner les tâches ou les prestations qu'il faut réduire ou abandonner, notamment dans l'hypothèse de futurs plans d'assainissement. Et dans bien des cas, cela se traduira aussi par des suppressions de postes. Pour exercer son pilotage, un Etat doit pouvoir évaluer globalement l'accomplissement des tâches et les moyens mis à disposition à cet effet. Réduire les effectifs sans examiner les tâches contrevient à cette règle.

Le Conseil-exécutif propose par conséquent le rejet de la présente intervention. Les exigences de cette motion vont du reste nettement au-delà des demandes de réduction de postes que le Grand Conseil a déjà discutées et finalement rejetées ces dernières années (M 237-2012 [chiffre 1] et M 215-2013) ou qu'il a adoptées sous la forme moins contraignante du postulat (M 231-2012).

Par ailleurs, le Conseil-exécutif fait observer que l'effectif des postes de l'administration cantonale a certes augmenté entre 2004 et 2014, comme le motionnaire l'indique à juste titre ; mais cette augmentation a largement résulté d'une volonté politique (notamment avec les projets «Police BE» et «LOBENAR» à la Police cantonale ou avec l'engagement de 40 experts fiscaux supplémentaires à l'Intendance des impôts dans les années 2005 à 2008) et elle est intervenue en grande partie précisément dans les secteurs dont la présente motion ne tient pas compte (p. ex. Université et Hautes écoles en raison de la forte augmentation du nombre d'étudiants, renforcement de la protection des ambassades, mise en service de la prison régionale de Berthoud ou introduction du passeport biométrique à la POM, etc.). La création de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte compétente (APEA) selon le « modèle cantonal », qui a été décidée par le Grand Conseil au 1.1.2013, a elle aussi contribué à une forte hausse du nombre de postes (environ 140 postes à plein temps). En même temps, l'instauration des centres hospitaliers régionaux sous forme de sociétés anonymes en 2007 n'a par exemple entraîné aucune réduction de postes car les hôpitaux publics ne font pas partie de l'administration cantonale, à la différence des institutions psychiatriques cantonales.

Le Conseil-exécutif considère pour conclure que, conformément à sa politique financière « définie à tête reposée », il faut maintenant s'appliquer dans un premier temps à mettre en œuvre les nombreuses mesures adoptées dans le cadre des plans d'allègement passés, qui englobent aussi une réduction des postes. Compte tenu de la stabilisation générale de la situation financière, le Conseil-exécutif ne voit pas la nécessité de la suppression radicale

¹ Exemples : M 237-2012 Kohler (Steffisburg, PBD) «Réduire les tâches et les prestations pour économiser», M 215-2013 Knutti (Weissenburg, UDC) «Economiser dans l'administration centrale plutôt qu'au détriment des plus faibles» ou M 231-2012 Knutti (Weissenburg, UDC) «Suppression de postes dans toutes les Directions»

d'environ 800 postes à plein temps exigée dans la motion, avec les dures conséquences que cela implique pour le personnel concerné. En outre, contrairement à ce qu'avance l'auteur de la motion, une telle réduction des postes ne pourrait pas intervenir de manière réaliste sans entraîner des coupes considérables dans les offres et les prestations du canton. En conséquence, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Dieses Geschäft wurde von der März- auf die Junisession verschoben. Wir führen eine freie Debatte. Grossrat Schnegg, Sie haben das Wort.

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). En l'espace de dix ans, le personnel cantonal a connu une inflation de presque 35 pour cent, à savoir un total de 4575 emplois plein temps, représentant une somme d'environ 460 millions par année de dépenses supplémentaires à charge des citoyennes et citoyens. Sommes-nous aujourd'hui 35 pour cent mieux servis par notre canton que nous ne l'étions dix années auparavant? Le canton de Berne va devoir faire face à des défis particulièrement importants dans les prochaines années, à savoir la révision de l'imposition des entreprises, les diminutions de la péréquation financière, les impacts économiques des turbulences actuelles, telles que euro, Grèce, etc. Ces trois points sont d'ailleurs relevés dans le communiqué de presse du Conseil-exécutif suite au résultat de l'exercice 2014. La rigueur financière demandée par le Grand Conseil porte ses fruits et il est important de continuer l'effort pour que le canton de Berne retrouve la place qu'il mérite en tant que force économique et financière. Seul un canton financièrement fort peut également offrir des prestations de qualité à ses citoyennes et citoyens. Dans la réponse à cette motion, le Conseil-exécutif parle d'une réduction linéaire des postes, hélas la motion ne le demande pas. Elle laisse justement toute liberté au gouvernement d'analyser là où il peut diminuer le personnel administratif sans toucher aux prestations, ce qui est d'ailleurs bien spécifié dans le texte de cette motion. Il n'est en aucun cas demandé d'analyser quelles prestations pourraient être supprimées, démarche que semble particulièrement apprécier le Conseil-exécutif. Ce qui est demandé, c'est de réduire le personnel administratif et de continuer de fournir les mêmes prestations. Que diriez-vous d'une entreprise exportatrice qui, face au deuxième choc de l'euro en moins de cinq ans, proposerait à ses clients d'analyser les prestations qu'elle va supprimer pour faire face à la détérioration de presque 15 pour cent de ses ressources? Tout le monde se demanderait sur quelle planète vit cette entreprise. Aujourd'hui les industries exportatrices, le tourisme et l'agriculture d'exportation sont appelés à résoudre ce dilemme et dans des temps bien plus courts que ce qui est demandé au canton. Dans ma motion, je citais quelques changements importants dans la structure du canton. Toutes ces modifications se devaient d'impacter à la baisse le personnel de l'Etat, hélas tel ne fut pas le cas, bien au contraire! A titre d'exemple, je mentionnais le grand changement intervenu dans le cadre fiscal, avec l'arrivée d'internet. Le gouvernement répond: engagement d'experts fiscaux. Fort bien, et je ne conteste pas ces engagements, mais quelle a été la réduction de personnel suite à ces profondes modifications permettant des gains de productivité énormes? Il en va de même pour l'ensemble des autres exemples, soit la réduction du nombre de préfectures, la réduction du nombre de communes - même si le mouvement n'est pas très rapide, il s'agit tout de même de 10 pour cent - le développement des outils informatiques et d'internet, l'autonomisation des hôpitaux: à chaque fois des opportunités intéressantes de diminuer les coûts pour notre canton, à chaque fois des occasions manquées de le faire. Pour notre canton, de devoir réduire un peu la voilure, à savoir environ 5 pour cent de l'ensemble de ses collaborateurs, ne ferait que de donner un signal plus positif à notre industrie lourdement impactée. Dans le cadre du programme EOS, les mesures d'économies proposées par le gouvernement se concentraient principalement, voire uniquement, sur une réduction des prestations; jamais sur un redimensionnement de l'appareil administratif n'a été pris en compte, ce qui est fort dommage et

ceci principalement pour les citoyennes et citoyens de ce canton. Vous avez été nombreux à déplorer cette situation, certains ont même essayé d'en faire un argument électoral. Aujourd'hui nous avons la possibilité d'éviter en partie de devoir diminuer les prestations du canton. Combien de ceux qui se montraient si critiques sur EOS soutiendraient-ils cette motion? En acceptant, le canton pourrait économiser environ 80 millions par année, sans devoir une fois de plus couper dans les prestations offertes. Pour toutes celles et tous ceux qui se sont lamentés de la diminution des prestations, vous avez une possibilité importante de faire des économies, tout en restant performants. Certains estiment cette réduction bien trop importante, peu se sont offusqués d'une augmentation annuelle encore plus grande dans les dix dernières années. *(Le président demande à l'orateur de conclure.)* D'ores et déjà un grand merci à toutes celles et tous ceux qui par leur soutien montreront leur attachement aux prestations fournies par le canton, mais également à la maîtrise des coûts administratifs de notre canton.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Dieser Vorstoss weist eine gewisse Radikalität auf. Er verfolgt aber auch eine Absicht, welche durchaus auf der Linie der BDP sein kann. Wir gehen – und dies kann ich vorwegnehmen – davon aus, dass der in diesem Umfang und Zeithorizont geforderte Abbau schlichtweg unmöglich ist. Deshalb können wir diesen Vorstoss nicht als Motion überweisen. Wir möchten zur ganzen Diskussion noch anmerken, dass der Aufbau von Personalressourcen letztlich ein Ergebnis der Forderungen ist, welche wir in diesem Parlament stellen. Der Kanton Bern hat seine Personalressourcen in den letzten Jahren nicht umsonst ausgebaut. Auch andere Kanton, aber ebenso der Bund bauen ihre Personalstrukturen laufend aus. Dies lässt sich nicht von der Hand weisen. Der Ausbau der Personalressourcen hat aber durchaus eine Grundlage, nämlich jene des Parlaments, von uns allen zusammen. Seit Jahren fordern wir hier drinnen ständig den Ausbau von Personalressourcen. Wir fordern hier Aufgaben vom Kanton, welche schliesslich zur Folge haben, dass man Leute zur Erledigung dieser Aufgaben anstellen muss. In letzter Zeit wurden verschiedene entsprechende Vorstösse eingegeben. Ich erinnere zum Beispiel an den Vorstoss 155-2015 von Grossrätin Speiser, «Offenlegung sämtlicher Sponsoringaktivitäten der regionalen Spitalzentren des Kantons Bern (RSZ)», oder an den Vorstoss «Transparente Auflistung sämtlicher gemeinwirtschaftlichen Leistungen» derselben Grossrätin. Ich denke auch an den Vorstoss von Grossrat Knutti «Längerfristig nur noch Schweizer Holz in kantonalen Bauten verwenden». Grossrätin Graber fordert mit einem Vorstoss die Einführung von Selbstverteidigungskursen, und ein Vorstoss von Grossrat Hess trägt den Titel und will «Mehr Rücksichtnahme auf die Gemeinden bei der Verteilung von Asylsuchenden» und so weiter und so fort. Dies sind Vorstösse, welche in der Konsequenz alle Personalressourcen für die Umsetzung erfordern. Überweisen wir diese Vorstösse, muss der Kanton letztlich die Verwaltung um die entsprechenden Stellen ausbauen. Kolleginnen und Kollegen, dass es mit dem Stellenausbau nicht wie in den letzten Jahren weitergehen kann, wissen wir alle. Wir haben auch bereits ein Postulat überwiesen, welches diesem Stellenausbau Einhaltung gebieten soll. Dass es mit einer radikalen Methode zum Abbau von Personal nicht funktionieren kann, wissen wir alle auch. Ich gehe davon aus, dass es auch der Motionär weiss. Ein radikaler Abbau des Stellenetats im Kanton, ohne gleichzeitig die Aufgaben des Kantons herunterzufahren, geht aus Sicht der BDP schlichtweg nicht. Dies hätte nämlich auch zur Folge, dass ebenfalls in jenen sensiblen Bereichen Stellen und Aufgaben abgebaut werden müssten, welche die Landbevölkerung treffen. Ich erinnere an das Amt für Strukturverbesserung und Produktion oder an die Bernische Stiftung für Agrarkredite und an die Dienststelle der Inforamas im Kanton Bern – auch dort müssten diese 10 Prozent eingespart werden. Ich erinnere ebenso an die Zivilstandsämter, welche wahrscheinlich redimensioniert werden müssten, wobei ich davon ausgehe, dass diese nicht in Trubschachen oder Zweisimmen gebaut würden. Schliesslich erinnere ich auch an die Fahrzeugprüfungsstelle des Kantons. Dies sind alles Bereiche, bei denen aus dem Abbau von Stellen letztlich auch der Abbau einer Leistung resultieren würde. Ob wir dies wollen oder nicht, müssen wir hier zuerst entscheiden können, bevor wir quasi mit der «Sense»-Methode Stellen herunterfahren. Kolleginnen und Kollegen, im Namen der BDP empfehle ich Ihnen, diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen, sofern er von den Motionären umgewandelt wird. Ein Postulat soll gegenüber Regierung und Verwaltung ein klares Zeichen setzen, dahingehend, dass wir mit dem Ausbau des Stellenetats im Kanton Bern nicht einverstanden, aber dennoch der Meinung sind, dass ein radikaler Abbau in der heutigen Zeit nicht vollzogen werden kann, ohne gleichzeitig die entsprechenden Aufgaben abzubauen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Kurz gesagt, fordert der Motionär eine Kürzung des

Personalbestandes um 10 Prozent bis 2016. Diesem Stellenabbau widerspricht die Regierung – wie bereits gewohnt – mit dem Hinweis, wonach jeder Stellenabbau mit einem Aufgabenverzicht verbunden sei. Die EVP ist der Meinung, dass es so nicht geht! So geht es nicht mit der Motionsforderung. Denn ungeprüfte lineare Stellenkürzungen bringen unseren Kanton nicht weiter. So geht es auch nicht mit der Motionsantwort. Reduktionen im Personalbudget sind auch ohne einen expliziten Aufgabenverzicht möglich. Die EVP lehnt die vorliegende Motion ab. Nachdem wir etwas Zeit gehabt haben, hat uns aber genau dieser Vorstoss motiviert, einen eigenen einzureichen, welcher den aus unserer Sicht richtigen Weg aufzeigt. Nach der Aufgaben- und Strukturüberprüfung (ASP) ist eine Verwaltungs- und Effizienzüberprüfung angesagt. Nach der Frage nach dem «Was», dahingehend, welche Aufgaben wir eigentlich erfüllen, soll nun die konkrete Frage nach dem «Wie» gestellt werden. Wie erfüllt die Verwaltung ihre Aufgaben, mit welchem Leistungsstandard und mit welcher Effizienz? Unsere konkrete Motionsforderung lautet wie folgt: «Der Regierungsrat wird beauftragt, Arbeitsabläufe, Standards und Effizienz in der Verwaltung mit der Zielsetzung der kostenmässigen Optimierung zu überprüfen. Er legt dazu dem Grossen Rat ein entsprechendes Projekt vor.» Wir danken Ihnen bereits heute, wenn Sie diese Forderung dereinst unterstützen. Wir sind überzeugt, dass dies der bessere Weg ist, als den hier vorliegenden Vorstoss als Postulat zu unterstützen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich kann mich weitestgehend dem Votum von Samuel Leuenberger anschliessen. Während ich ihm zugehört habe, habe ich festgestellt, dass er alles gesagt hat, was ich auch sagen wollte. Deshalb verzichte ich darauf, zumal es selten genug ist, dass man fast einhellig übereinstimmt. Einfach bei der Schlussfolgerung komme ich nicht ganz zum gleichen Fazit. Dies, weil die grüne Fraktion den vorliegenden Vorstoss auch nicht als Postulat überweisen möchte. Gleichwohl möchte ich beim Motionär anknüpfen. Monsieur Schnegg, Sie haben gesagt «sans toucher les prestations». Genau dies dürfte das «pièce de résistance» sein, weil es eben nicht möglich ist. Man kann nicht 10 Prozent des Staatspersonals abbauen und meinen, dies gehe «sans toucher les prestations»! Die Angestellten des Kantons Bern – all diese Menschen, nämlich mehr als 10 000 – erbringen jeden Tag Dienstleistungen in unserem Auftrag. Es wurde erwähnt: Sie erbringen Leistungen, welche wir hier bestellen. Wir sind der Auftraggeber oder die Auftraggeberin, wir sagen, was wir mehr möchten. Auf Seite 3 der Antwort der Regierung steht sehr klar, dass wir die Police Bern beschlossen haben, ebenso die Fachhochschulen oder die Inbetriebnahme des Regionalgefängnisses. Alle diese aufgeführten Beschlüsse sind real, weil politische Mehrheiten vorhanden waren, selbst wenn einem nicht alles passt. Immerhin entspricht es einem demokratischen Willen, dass die Kantonsangestellten Aufgaben erbringen. Für die grüne Fraktion ist dieser Vorstoss aus personalpolitischer Sicht unhaltbar, er käme nämlich einer Massenentlassung gleich. Diese wäre innerhalb eines guten Jahres gar nicht umsetzbar. Bei 800 Vollzeitstellen dürfte es sich um rund 1300 bis 1400 Menschen handeln, weil der Kanton viele Teilzeitanstellungen hat. Es wären weit über 1000 Personen, welche innerhalb von anderthalb Jahren abgebaut werden müssten. Dies käme einem personalpolitischen Massenentlassungsprojekt in noch nie da gewesener Art gleich. Dies ist für die grüne Fraktion keine Zukunft für diesen Kanton. Diese Motion lässt sich in die Kategorie der «Rasenmäher-Vorstösse» einordnen, welche nicht zielbringend sind. Noch als letzte Bemerkung: Seitens meines Vorvotanten wurde gesagt, dass wir bei Vorliegen des EVP-Vorstosses zu einem späteren Zeitpunkt diskutieren. Liebe Kolleginnen und Kollegen, zu meinen, es sei nach 14 Sparpaketen noch viel Fett in dieser Verwaltung vorhanden, welches man durch entsprechende Abläufe verringern könnte, ist ein Holzweg. Diejenigen Leute, welche tagtäglich Dienstleistungen erbringen, machen dies gut. Ich sage nicht, dass es nicht doch irgendwo Optimierungsmöglichkeiten gibt. 1300 bis 1400 Angestellte durch etwas verbesserte Abläufe einzusparen, dürfte uns nicht weiterbringen. Die grüne Fraktion wird diesen Vorstoss natürlich nicht als Motion unterstützen. Aber auch das Postulat ist für uns absolut kein Weg. Wir bitten Sie, diesem Vorstoss nicht zum Durchbruch zu verhelfen.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Die Grünliberalen sind überzeugt, dass es noch möglich ist, den Personalbestand im Kanton Bern zu senken. Wir denken aber nicht, dass es zielführend ist, mit einem Vorstoss innerhalb von kürzester Zeit 10 Prozent der Stellen abzubauen und dabei vorzuschreiben, wo überall kein Abbau vorgenommen darf. Damit werden die Möglichkeiten massiv eingeschränkt. Obwohl nicht gesagt wird, in welchen Bereichen man auf Leistungen zu verzichten bereit ist, wird es nötig sein, auf gewisse Leistungen zu verzichten. Wir finden nicht, dass man solche «Vorstössli» überweisen, sondern konkrete Beschlüsse treffen sollte. Diesen Herbst haben

wir eine Möglichkeit, um diesen Vorstoss fast eins zu eins umzusetzen. Dies durch den Verzicht, die Pfarrpersonen weiterhin seitens des Kantons anzustellen und indem man dies den Kirchen überlässt. Damit können wir mehrere Hundert Stellen auf einen Schlag einsparen und diesen Vorstoss dadurch umsetzen. Wir sind sehr gespannt, wie der Motionär und seine Partei im Herbst, wenn es um diese Frage geht, abstimmen werden. Damit man die nötigen finanziellen Einsparungen machen kann, muss man auch beim Leistungsvertrag, welchen man dann abschliesst, kritisch sein und sagen, dass wir tatsächlich nur die gemeinwirtschaftlichen Leistungen weiterhin über Steuergelder finanzieren und den Rest den Kirchen überlassen. Damit wäre der vorliegende Vorstoss umgesetzt. Weil wir noch nicht sicher sind, wie es im Herbst laufen wird, sind wir nicht bereit, eine Motion zu überweisen, welche vielleicht nicht umgesetzt wird und zu einer Massenentlassung führen könnte. Dieser Vorstoss ist nicht zielführend. Die Rede war bereits von Rasenmäher und von Holzweg. Man könnte auch noch vom Holzhammer sprechen. Wir sollten unsere Finanzkompetenz selber wahrnehmen. Beim Budgetprozess sowie bei der generellen Definition von Leistungen haben wir jederzeit eine Möglichkeit, Stellen abzubauen. Dies ist der Weg, welchen das Parlament beschreiten sollte, anstatt die Verantwortung an den Regierungsrat abzuschieben. Aus diesen Gründen werden wir den vorliegenden Vorstoss sowohl als Motion als auch als Postulat ablehnen.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Auch die FDP ist für einen Personalabbau. Was hier gefordert wird, ist aber eine Rosskur. Wir können es nicht verantworten, in dieser kurzen Zeit derart viele Stellen abzubauen. Unter Umständen könnten die Einsparnisse mehr kosten, weil wir wegen der Kündigungen zusätzliches Geld ausgeben müssten. Denn das Staatspersonal ist nicht nach dem Schweizerischen Obligationenrecht (OR), sondern nach anderen Regeln angestellt. Es wäre wohl heikel, die entsprechenden Leute innerhalb der geforderten Zeit abzubauen. Kollege Leuenberger hat es erwähnt: Wir sind eigentlich mitverantwortlich, wenn es mehr Personal braucht. So überweisen wir auch Vorstösse, welche personalintensiv sind. Deshalb sollte man nicht sagen, der Kanton beschäftige ständig mehr Personal. Mit dem ASP-Paket haben wir ebenfalls Massnahmen getroffen, durch welche Personal abgebaut werden muss oder bereits abgebaut worden ist. Ich erinnere an die Jagdinspektorate. Dem Fussvolk wurde gekündigt, während man in der «Teppichetage» keine Massnahmen getroffen hat. Mit diesem Vorstoss würde es wohl wiederum das Fussvolk treffen. Bei den Oberen, bei welchen es einschenken würde, unternähme man wahrscheinlich nichts. Deshalb ist für die FDP eine Motion kein Weg. Sollte die Motion umgewandelt werden, sind wir bereit, das Postulat zu unterstützen. Dies, weil wir wollen, dass die Regierung den Auftrag erhält, wirklich zu prüfen, wo noch abgebaut werden kann. Ich empfehle Ihnen, das Postulat zu unterstützen, damit die Regierung einen Auftrag erhält.

Ursula Marti, Berne (PS). Für die vorliegende Motion haben wir null Verständnis. Sie ist eine Ohrfeige für Verwaltung und Personal. Sie suggeriert, dass man einfach so 800 Stellen streichen und mit den verbleibenden Leuten selbstverständlich noch genau die gleichen Leistungen erbringen kann. Die Verwaltung wird etwas blöd hingestellt, als wäre sie völlig ineffizient und müsste sich nur etwas besser organisieren und rationalisieren. So könne sie flugs 10 Prozent der Stellen einsparen. Dem ist einfach nicht so! Der ASP-Prozess hat uns allen gezeigt, dass Sparen nur über den Leistungsabbau möglich ist. Die Zitrone ist ausgepresst. Unter dem geforderten Abbau würde die Bevölkerung massiv leiden. So müsste man noch mehr Ämter aufheben und allenfalls noch stärker zentralisieren. Die Regionen hätten das Nachsehen. Ich kann mir nicht vorstellen, dass der Grosse Rat dies will. Auch mit der Reduktion von Ämtern und Stellen ginge – beispielsweise bei den erwähnten Regierungsstatthalterämtern – die Anzahl an Fällen nicht zurück. Schliesslich muss jemand diese Arbeit machen. Allerdings käme es zu viel längeren Wartezeiten. Dies betrifft auch die angesprochene Verlagerung auf das Internet. Letztlich muss irgendjemand in einem Büro die eingetroffenen Anträge und Formulare bearbeiten. Dies hilft also nicht wirklich. Nebst dem, dass der Vorstoss völlig verkehrt aufgegleist und fahrlässig ist, ist er unlogisch und auch etwas unredlich begründet. Wir wissen nicht, welche ungewollten Effekte er auslösen würde. Es wird aufgeführt, um welchen Prozentanteil der Personalbestand zugenommen hat. Dazu ist zu sagen, dass dies mehrheitlich so gewollt und vom Grossen Rat bestellt war. Dieser Ausbau fand vor allem in denjenigen Bereichen statt, die jetzt gemäss Vorstoss vom Stellenausbau ausgenommen werden sollen: bei der Polizei, der Psychiatrie oder im Hochschulbereich. Es wird also mit dem Ausbau argumentiert, aber genau dort, wo die Ursache liegt, soll man nicht abbauen, sondern in anderen Bereichen. Dies ungeachtet der Konsequenzen und ob dies überhaupt möglich ist. Die SP schüttelt

nur noch den Kopf und lehnt diesen Vorstoss klar ab.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Die SVP-Fraktion wird diesen Vorstoss grossmehrheitlich unterstützen, jedenfalls, sofern die Umwandlung erfolgt, ganz sicher einstimmig in Form eines Postulats. Wir müssen nicht gross rechnen können. Zählt man die hier vorn gefallenen Voten zusammen, wird der Vorstoss in seiner aktuellen Form nicht überwiesen. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, dieser Vorstoss hat doch einen tieferen Hintergrund: Man merkt, dass ein gewisses Unbehagen da ist. Wir haben im Rahmen der ASP auf der absolut untersten Stufe gekürzt und Beiträge gestrichen, während man weiter oben alles beim Alten belassen hat. Man hat Schulklassen geschlossen, Schüler konzentriert und bei der Verwaltung nicht enorm viel gespart, sondern das Ganze sogar noch mit Schulleitungen und Schulsekretariaten aufgebaut. Letztlich hat mir ein im Tiefbau tätiger Kollege, der Abwasserkanäle baut, das Okay gegeben, um Ja zu diesem Vorstoss zu sagen. Er hat mir nämlich erzählt, dass ihm das Amt für Wasser und Abfall (AWA) nach 25 Jahren Kanalbaus einen Beamten als Angestellten hingestellt habe, der neu einen BVB-Auftrag hat. Es handelt sich dabei um eine Bodenverbesserungsbegleitung! Mein Kollege stellte bereits vor Jahren fest, dass die Kanalbauten so gemacht werden, dass Ober- und Unterboden wegkommen. Dafür braucht es niemanden seitens des Kantons. Die Quintessenz ist folgende: Es wird teurer, mein Kollege muss mehr Vorgaben einhalten, obwohl man schon lange bewährt vorgeht. Hier sieht man, dass es sich nicht um eine Bestellung des Parlaments handelt, sondern um eine Vorgabe der Verwaltung. Dies, weil Leute eingestellt werden, die dann für solche Aufgaben zuständig sind. Um ein Zeichen zu setzen, wäre es gut, diesen Vorstoss zu überweisen und der Regierung gegenüber Druck aufzusetzen, Personal abzubauen. Es entspricht auch unserer Meinung, dass dies mit Fluktuationen einhergehen und nicht mit grossen Entlassungen geschehen soll. Vielleicht ist der geforderte Prozentsatz etwas hoch gegriffen, das geben wir zu. Nichtsdestotrotz wird die SVP-Fraktion diesen Vorstoss auch in der Motionsform unterstützen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Seitens der EDU sehen wir auch, dass man eher Stellen abbauen sollte. Deshalb können wir diesen Vorstoss in Form eines Postulats unterstützen, jedoch nicht in Form einer Motion. 10 Prozent auf einmal abzubauen, geht nicht. Ich denke auch, dass es Stellen gibt, die man eigentlich nicht braucht, weil sie geschaffen wurden, um uns zu kontrollieren und Vorschriften zu machen. Es ist verrückt, was alles kontrolliert wird, wenn man ein Baugesuch eingibt. Deshalb gibt es sicher Stellen, die abgebaut werden könnten. Deshalb wollen wir der Regierung den Auftrag geben, zu prüfen, welche Stellen abgebaut werden können.

Le président. Für das Personal – hätte ich beinahe gesagt – bzw. als Einzelsprecher hat nun Grossrat Burkhalter das Wort.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Als Geschäftsführer des Staatspersonalverbands muss ich natürlich ein paar Worte sagen. Zuerst zu Samuel Leuenberger: Du hast mir mein Manuskript gestohlen und in etwa das gesagt, was ich sagen wollte. Ich kann mich aber kurz fassen. Du hast absolut richtig gesagt, dass auch das Postulat nicht angenommen werden kann. Sie können hier noch eine Motion einreichen, wonach der Mond grün gestrichen werden soll. Selbst in ein Postulat umgewandelt, bleibt die Forderung nicht umsetzbar. Ich möchte an dieser Stelle all den besonnenen Politikerinnen und Politikern danken, die Verständnis für das Personal gezeigt haben und diesem Vorstoss gegenüber skeptisch sind. Lehnen Sie diesen Vorstoss ab!

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Cher collègue Leuenberger, je vous remercie beaucoup de l'intérêt que vous portez à mes interventions. Vous avez mentionné une motion que je viens de déposer et qui demande l'introduction de leçons ponctuelles d'auto-défense pour les enfants à l'école obligatoire. Si vous aviez lu ma motion entièrement, vous auriez remarqué que j'ai beaucoup insisté sur la neutralité des coûts. Je pense qu'on peut faire de petites économies pour apprendre aux enfants des gestes simples, dans le but qu'ils puissent se défendre contre une agression. Ce n'est pas le moment de mener ce débat, ça viendra plus tard. Permettez-moi encore une petite remarque personnelle: déjà lors de la session de janvier, vous vous réjouissiez beaucoup d'attaquer particulièrement une motion dans laquelle je demandais plus de transparence en matière de contrôle de vitesse. Si vous continuez comme cela, j'aurai vraiment l'impression que vos attaques à mes interventions relèvent quasiment d'un sport!

Le président. Wenn keine weiteren Einzelvotanten das Wort wünschen, hat nun Finanzdirektorin Simon das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Der Titel dieser Motion klingt etwas verführerisch. (*Le président agite sa cloche*). «Mehr finanziellen Handlungsspielraum für den Kanton Bern» – dies wünschen wir uns wohl alle. Aber ehrlicherweise müsste dieser Vorstoss einen ganz anderen Titel tragen, nämlich «Abbau von 800 Vollzeitstellen». Die Folge davon wäre, dass der etwas verführerische Titel und der nett anmutende Vorstoss eher ein Mediencommuniqué mit knallharten Forderungen beispielsweise einer Grossbank sein könnte, weil dann nur noch vom Abbau von 800 Stellen die Rede wäre. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, Sie konnten es in der Vorstossantwort lesen: Sowohl das Parlament als auch die Regierung haben sich in der Vergangenheit bereits mehrmals mit entsprechenden Forderungen auseinandergesetzt, mit Forderungen notabene, von welchen keine so viel verlangte, wie dies bei der Motion Schnegg der Fall ist. Mit Ausnahme einer einzigen Motion, welche als Postulat überwiesen wurde, hat das Parlament stets sämtliche Forderungen nach einem linearen Stellenabbau abgelehnt. Dies soll nicht weiter erstaunen, denn niemand kauft gerne die Katze im Sack. Niemand beschliesst einen Stellenabbau, ohne zu wissen, wo und welche Leistungen abgebaut werden und welche Aufgaben künftig nicht mehr wahrgenommen oder nur noch eingeschränkt ausgeführt werden können. Der Regierungsrat hat bei allen in der Vergangenheit beschlossenen Entlastungsmassnahmen immer wieder betont, dass man in einem ersten Schritt die abzubauenen Leistungen und Aufgaben festlegt und, gestützt auf die entsprechenden Entscheide, in einem zweiten Schritt prüft, wie viele personelle Ressourcen noch erforderlich sind, um die vorgängig bestimmten Aufgaben erfüllen zu können. Nach diesem Credo haben in der Vergangenheit sowohl die Regierung als auch der Grosse Rat gelebt. Dementsprechend haben wir auch unsere Entlastungspakete erarbeitet. Der Regierungsrat sieht im Moment keinen Grund, etwas daran zu ändern.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte, es ist mir ein grosses Anliegen, Sie noch über etwas zu informieren, dessen Sie sich vielleicht nicht bewusst sind. Seit Jahren haben wir ein Stellenmoratorium. Werden tatsächlich noch Stellen bewilligt, handelt es sich ausschliesslich um drittfinanzierte Stellen. Der Regierungsrat macht es sich nicht einfach, im Gegenteil: Wir nehmen das Anliegen, Stellen neu zu schaffen, sehr ernst, und wir leben danach. Jetzt in einer Hauruckübung den Abbau von 800 Stellen zu verlangen, ist nicht seriös und auch unserem Personal gegenüber nicht fair. Hinzu kommt, dass wir mit dem Beschluss des Entlastungspakets 2014 etwas für unsere bernischen Finanzen getan haben. Es ist etwas ruhiger geworden. Früher habe ich die Finanzpolitik des Kantons Bern hin und wieder mit einem Tanker verglichen. Wir hatten stürmische See und sind nun in etwas ruhigeren Gewässern unterwegs. Befindet man sich in etwas ruhigeren Gewässern, muss man nicht zwingend den nächsten Sturm heraufbeschwören, indem man etliche Leute abbauen will, sodass das Schiff nicht mehr fahrtüchtig wäre. Ich bitte Sie, sowohl die Motion als auch das Postulat – sollte es allenfalls zur Umwandlung kommen – abzulehnen. Zum jetzigen Zeitpunkt macht es keinen Sinn.

Le président. Wünscht der Motionär nochmals das Wort? – Das ist der Fall

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). J'espère que les eaux plus calmes puissent continuer à couler, mais rien ne nous permet aujourd'hui d'en avoir la certitude. Tout d'abord, j'aimerais mentionner que ce ne sont pas 1300 postes que je demande de supprimer, mais 800 et à titre d'information le canton renouvelle entre 1000 et 1500 personnes par année. Je crois que renoncer à 400 remplacements annuellement ne mettrait certainement pas en péril l'administration cantonale. J'ai pris note avec beaucoup d'intérêt de la position des partis bourgeois et je tiens à les remercier de bien vouloir soutenir ce texte sous forme de postulat. J'accepte, à leur demande, de le transformer en postulat.

Le président. Sie haben es gehört: Dieser Vorstoss ist in ein Postulat gewandelt worden. Wir stimmen also über ein Postulat «Mehr finanziellen Handlungsspielraum für den Kanton Bern» ab. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	70
Non	67
Abstentions	4

Le président. Der Rat das Postulat angenommen. Ich möchte kurz erläutern, wie wir weiterfahren. Am Schluss des heutigen Nachmittags steht eine Verabschiedung an. Deshalb bleibt uns noch eine knappe Stunde. Wenn wir diszipliniert arbeiten und nicht sämtliche Redezeit und Möglichkeiten ausnutzen, können wir die nächsten zwei Geschäfte, welche gemeinsam beraten werden, jetzt noch behandeln und abschliessen.

ⁱ HR Reporting 2014, pages 1 et 5

<http://www.be.ch/portal/fr/veroeffentlichungen/statistiken.assetref/content/dam/documents/FIN/PA/de/HR-Reporting.pdf>